

REHAL Atelier Vulnérabilités résidentielles
Compte rendu du 17 décembre 2012

Présents : Monique Bertrand, Rémi Habouzit, Elise Roche, Julie Chapon, Tiphaine Bernard, Yannick Henrio, Valérie Clé, Mathilde Costil, Thomas Aguilera, Florence Bouillon, Pascale Dietrich Ragon, Marie Chabrol, Judicaelle Dietrich, Christophe Imbert, Françoise Dureau, Pierre Antoine Chauvin, Yankel Fijalkow

Relevé de décisions

1- Principes d'organisation et finalités

La finalité de l'atelier étant à la fois l'intégration de jeunes chercheurs et une certaine cumulativité des séances et in fine une production collective, le débat a permis de constituer quatre principes de fonctionnement :

- L'inscription à l'atelier suppose un engagement sur une présence continue
- Les séances d'atelier seront réservées aux personnes inscrites mais il est possible d'en ouvrir certaines (1/4) sur demande expresse des organisateurs de la session
- Les comptes rendus d'atelier donneront lieu à des « working papers » internes qui rassembleront les contributions de manière à garder une mémoire des travaux..
- Dans la deuxième année de son fonctionnement l'atelier pourra constituer des structures plus formelles (groupes de travail) autour de projets éditoriaux

2- Calendrier et thèmes des séances

Thèmes	Responsables	Date
1- Où se loge la vulnérabilité résidentielle	Julie Chapon et Christophe Imbert	22 mars 2013
2- Trajectoire des lieux habités	Monique Bertrand et Marie Chabrol	19 Avril 2013
3- Crise	Yankel Fijalkow	14 Juin 2013
4- Historicité	Elise Roche, Fatiha Belmessous	Octobre 2013
5- Vulnérabilités et projets urbains	Agnès Deboulet, Armelle Choplin, Matthieu Giroud	Décembre 2013
6- Légalismes	Thomas Aguilera	Mars 2014
7- Méthodes	Pascale Dietrich-Ragon et Florence Bouillon	Mai 2014 à Marseille
8- Mots	Yankel Fijalkow et Françoise Dureau	Mai 2014 à Marseille

Première séance

22 MARS 2013

Où se loge la « vulnérabilité résidentielle » ? Les dimensions spatiales du mal logement

La vulnérabilité résidentielle peut renvoyer à un ensemble très varié de situations : perte d'un logement suite à une rupture intervenue dans une trajectoire, dégradation matérielle de son habitation, sur-occupation d'un logement, occupation illégale d'un logement, modes d'habiter dans des logements « non ordinaires », etc.

Cette demi-journée a pour objectif d'explorer cette variété des situations de vulnérabilité résidentielle à partir d'une entrée par l'espace. Quand on connaît le caractère territorial des politiques publiques de lutte contre le mal logement et le poids des acteurs locaux dans la définition de la « vulnérabilité résidentielle », on ne peut éviter la question des types de lieux où l'on observe des modes d'habiter qui entrent dans cette catégorie. Il s'agira plus particulièrement de réfléchir à l'existence d'effets de lieux, c'est-à-dire de modes d'habiter qui pourraient être catégorisés comme vulnérables ou non en fonction des localisations où ils se trouvent. Nous nous demanderons aussi dans quelle mesure la mobilité, comme capacité à jouer sur plusieurs lieux d'ancrage, constitue pour des individus et des groupes une réponse pour se prémunir à la fois de difficultés à se loger et de politiques publiques de lutte contre ce mal logement.

Pour amener ce double questionnement spatial, sur les lieux et sur la mobilité, nous proposons plusieurs interventions qui reposent sur des terrains situés au Nord, comme au Sud où s'observe et une « vulnérabilité résidentielle » et une mobilité de leurs occupants.

Nous avons préalablement contacté plusieurs intervenants, membres actifs ou non du REHAL :

- Florence Boyer, sur des modes d'habiter à Niamey en lien avec la mobilité, entre habitats légers et "invention" de métiers servant à se loger

- Julie Chapon, sur une cartographie des situations non ordinaires de logement en France métropolitaine

- Béatrice Mésini (sous réserve de disponibilité), sur le lien entre types d'habitat léger et mobile et les types de lieux dans plusieurs régions françaises : Bouches du Rhône, Cévennes et Limousin

- Un autre intervenant qui a des terrains au Sud (en cours de sollicitation)

Bibliographie à compléter

Deuxième séance

« Trajectoires de lieux habités » (19 avril 2013)

Proposition et appel à contribution (troisième intervention Nord ou Sud) organisée par Monique BERTRAND (géographe, DR IRD, UMR 201 IRD/Université de Paris 1) et Marie CHABROL (géographe, Migrinter-UMR 7301 CNRS/Université de Poitiers)

La proposition s'attache aux effets de lieu qui influent sur les situations et dynamiques de vulnérabilité : soit dans l'idée que certains espaces, par leurs caractéristiques, sont constitutifs de la production de discriminations sociales (insécurité foncière, précarité matérielle ou environnementale, isolement, enclavement...), soit pour relativiser les dynamiques de valorisation/déqualification résidentielle dans le temps long des villes (quartiers nés comme « spontanés » mais évoluant en dur et échappant aux risques d'expulsion, marges territoriales évoluant en nouvelles centralités, concurrences foncières pesant brutalement sur d'anciens quartiers populaires, etc...).

En variant les échelles d'observation de ces lieux, nous souhaitons développer quelques propositions méthodologiques relatives à la temporalité des lieux habités. On connaît l'apport des méthodes longitudinales, biographiques en particulier, quand elles suivent des individus ou des groupes. La proposition porte ici sur des trajectoires de lieux habités, qui associent non moins heuristiquement une approche longitudinale à l'analyse transversale. Dans cette perspective, des variables de composition et de peuplement du bâti (voisinages ou entités plus vastes) dessinent les jeux d'influence pesant sur la mobilité tant sortante qu'entrante des habitants dans les lieux de référence.

Faut-il alors privilégier des méthodes rétrospectives (croisant éventuellement plusieurs sources de données) ou des suivis en continu (par un contact permanent ou des passages répétés) ? Peut-on associer ces deux sens d'observation, et selon quelles limites ? Un format d'étude par excellence est celui des observatoires de région ou de population, dont certains ont pour thème de mesure et de traitement des vulnérabilités environnementales, ou une sensibilité aux risques socio-sanitaires. Mais la méthode s'expose au biais de définir la vulnérabilité comme une catégorie donnée *a priori*, sinon largement construite par les politiques publiques. Nous proposerons plutôt de partir d'études menées dans des villes du Nord et du Sud selon des formats variés de lieux et de suivis : des immeubles enquêtés sur quelques années à Paris, dans le temps du doctorat ; des grappes résidentielles échantillonnant la capitale du Mali et revisitées à échéances de court et moyen termes.

Différents reculs s'attachent donc à reconstituer les histoires respectives des contextes d'habitation et des individus qui les occupent pour un temps. Si les contours de l'habitat ainsi échantillonné diffèrent dans ces études, plusieurs points nous réunissent : des choix raisonnés d'enquête privilégiant la significativité des espaces sur la représentativité démographique ; les relations pensées à travers ces lieux avec d'autres composantes et d'autres pratiques des villes. Nous invitons alors à dégager et à interpréter des profils d'évolution dans ces trajectoires de renouvellement, de substitution et de vieillissement des compositions résidentielles. Comment les mettre en perspective d'autres évolutions urbaines, d'autres facteurs de promotion sociale ?

C'est donc le processus de vulnérabilité qui se dévoile : entre ceux qui restent dans la place tout en progressant dans le cycle de vie (comme acteurs déterminés à voir leur environnement se transformer ? comme captifs de secteurs qu'ils ne peuvent quitter ?), et ceux qui bougent, eux aussi pris dans un jeu de filtrages et de choix relatifs. Comme une tendance d'ensemble à la précarisation des lieux, ou comme le résidu de transformations positives, de type gentrification ? Peut-on transposer à de micro-territoires, appropriés et représentés, les termes de « carrière » ou de « panne d'ascension » justifiés pour des individus dans l'analyse biographique ? Ou faut-il se référer à une théorie des cycles urbains pour monter en généralité dans l'analyse ?

Intervenants à compléter

Bibliographie à compléter

Troisième séance
Crise du logement
14 juin 2013

A lire les dictionnaires une **crise** est un événement social qui se caractérise par un **paroxysme des souffrances, des contradictions ou des incertitudes**, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte. La crise est une **rupture d'équilibre**.

En France, les discours, politiques et académiques sur la crise du logement existent depuis les années 1920 (*Sellier H La Crise du logement* et l'intervention publique en matière d'habitat populaire), ont ressurgi dans l'après guerre (voir le livre de Gilbert Mathieu *Peut on loger les Français*, 1965) et connaissent depuis une dizaine d'années un retour en force.

Mais entendons nous la même chose par ce terme de crise au travers de l'histoire et dans les différents contextes économiques ? Comment la ou les crises traversent les différents types de villes voire de quartiers ? comment et pourquoi elles peuvent de profonds facteurs de mobilisation sociale et politique ?

Pour cette séance on propose

1- Une analyse longitudinale de la notion de crise du logement dans diverses sources parlementaires en France. Source : la base des textes de débat public, discussions au sénat et à l'Assemblée nationale. Yankel Fijalkow

2- Une analyse d'un historien pour les années 1920 ou 1950-1960. A chercher et à trouver

3- L'analyse d'un socio économiste sur les différentes crises à l'œuvre autour de LA crise. Comment elle frappe différents types de villes françaises en fonction de leur attractivité. François Cusin .

3- Une déclinaison locale qui montrerait comment la transformation d'un quartier comme la Goutte d'Or conduit à produire une crise locale du logement en raison de la raréfaction de l'offre pour des « pauvres » soucieux de rester dans Paris. Yannick Henriot

4- Une déclinaison nationale qui montrerait comment l'effondrement d'un système de logement social a conduit 5% de la population d'un pays, Israël à se mobiliser par des actions symboliques fortes dans l'espace public (aout 2011, septembre 2012)

5- Une sixième intervention sur La crise du logement dans les Suds est recherchée

Bibliographie à compléter
Cherche intervenant Pays du Sud

Quatrième séance
Historicité de l'accès au logement
Octobre 2013, à Lyon

La question de l'historicisation de la notion d'accès au logement depuis les solutions dites d'urgence mises en place depuis les années 50. Cette thématique serait questionnée à travers les discours et pratiques des pouvoirs publics, des gestionnaires "sociaux" (organismes bailleurs et services sociaux) et des producteurs de logement (aménageurs, techniciens, architectes).

A compléter

Cinquième séance
Vulnérabilités et projets urbains
Novembre 2013

L'origine du terme et sa mobilisation disciplinaire sont importants à cerner, même "furtivement" ou pour comprendre dans quel contexte cela est ou non mobilisé.

Principalement il s'agirait peut être de réfléchir

a- à la façon dont les projets urbains et leurs évaluations mobilisent la question ou l'approche par les mobilités, en Europe ou en Afrique : depuis quand, pour quel usage, sous quel type de pression/injonction

b- à la façon dont effets sociaux, effets spatiaux et vulnérabilités sont distingués et declines le sont t-ils différemment suivant les types d'acteurs impliqués ? (locaux, nationaux, internationaux...) avec quelles méthodes (notamment dans l'approche temporelle) ; quel suivi ; quels feedback sur les politiques ; quelles sont les disciplines convoquées ?

c- comment détermine t-on a priori qu'un projet peut susciter de la vulnérabilité

Je pense qu'il faut dédier une partie aux grands projets (ou mega)

Après on pourrait interroger ces dimensions en distinguant la façon dont la recherche s'empare de ces questions (ou pas) : depuis quand, pour qui ; quelle marge d'autonomie elle a dans la définition- re définition de la vulnérabilité résidentielle vis-à-vis des acteurs institutionnels, commanditaires, etc.

Nous pourrions aborder différentes situations et différents types de projets : résorption d'habitat précaire / grands projets type métropolitains (rénovation envergure centre ville, Waterfront, requalification sites industriels) / rénovation quartiers populaires type ANRU. Il s'agira de voir comment les projets (rapports, Etude d'impact social, communication, brochure, évaluation) mobilisent ou non la notion ou l'idée de "vulnérabilité résidentielle". Comment elle se décline, voire est instrumentalisée. Armelle Choplin et Matthieu Giroud

A compléter

Sixième séance
Mars 2014
Légalismes et vulnérabilités

A compléter

Septième séance

Comment enquêter sur la vulnérabilité résidentielle ?
Coordinatrices : Florence Bouillon, Pascale Dietrich-Ragon et Véronique Dupont

Mai 2014 à Marseille

La question des méthodes est commune à tous les chercheurs de l'axe. Nous proposons de profiter de ce caractère transversal pour permettre aux participants de parler de leurs enquêtes, favoriser les échanges et renforcer le dialogue Nord/Sud qui caractérise notre groupe de travail.

Il va de soi que les questions liées aux terrains dits « sensibles » ne sont pas propres à la vulnérabilité résidentielle. Cependant, certaines spécificités peuvent être dégagées qu'il s'agira de mettre en lumière. Nous proposons pour ce faire de diviser la journée en quatre ateliers thématiques :

I. L'entrée sur le terrain

Avant de se rendre sur le terrain, le chercheur doit définir la population qu'il étudie et les contours de l'enquête. Or, les situations de vulnérabilité résidentielle sont le plus souvent difficilement repérables et rarement clairement délimitées. Face à ce caractère flou, à quels types de catégorisations le chercheur se réfère-t-il (catégorisations institutionnelles, associatives, statistiques, etc.) et quelles sont les implications et les limites de ce choix ? Comment repérer les situations étudiées alors que dans certains cas les enquêtés cherchent précisément à se rendre invisibles et à se fondre dans la ville (notamment s'ils sont dans l'illégalité) ? Quels intermédiaires (associations, acteurs institutionnels...) sont mobilisés pour accéder au terrain et quelles sont les implications de ce mode d'entrée ? Enfin, comment le chercheur se présente-t-il face aux enquêtés, ce qui est souvent décisif pour la suite de la relation nouée ?

II. La relation d'enquête

L'échange du chercheur avec les personnes en situation de grande précarité soulève de nombreuses questions. Comment éviter le voyeurisme ? Comment faire face aux attentes éventuelles que les enquêtés en difficulté résidentielle peuvent avoir vis-à-vis du chercheur/des enquêteurs ? En s'intéressant à ces personnes, on peut en effet susciter malgré soi certains espoirs : comment dès lors clarifier les malentendus et quels problèmes éthiques cela soulève-t-il ? Inversement, le chercheur peut susciter une méfiance d'autant plus grande que la vulnérabilité résidentielle s'accompagne d'éléments d'illégalités. Comment dans ce cas gagner la confiance de ses interlocuteurs ? Là encore, la question de l'échange peut être déterminante.

Par ailleurs, enquêter sur la vulnérabilité résidentielle ne laisse jamais indifférent. Face à des situations parfois tragiques, révoltantes, ou d'injustice criante, comment le chercheur « gère »-t-il ses émotions, et quelle place leur donner dans la restitution d'un terrain de recherche ? Existe-t-il une « bonne » distance, entre empathie et détachement ? Des dilemmes moraux peuvent aussi se poser : dans certains cas, le chercheur se trouve confronté à des situations « intolérables » ou qu'il est sensé signaler au regard de la loi (ex : des situations de maltraitance, des infractions...). Doit-il alors sortir de son attitude de réserve et se donner l'obligation d'intervenir ? Quelle est sa responsabilité civique et citoyenne ?

III. Méthodes qualitatives et/ou quantitatives

Si les méthodes qualitatives sont généralement privilégiées pour enquêter sur la vulnérabilité résidentielle, les enquêtes quantitatives commencent à se développer (voir par exemple l'enquête « Sans-domicile » menée par l'INSEE et l'INED, l'enquête « Enfam » du Samu Social ou d'autres enquêtes par questionnaires à une échelle plus réduite). Quelles difficultés spécifiques soulèvent ces enquêtes ? Comment, par exemple, obtenir un échantillon quand on ne dispose d'aucune base de sondage (comme c'est le cas pour les sans-domiciles, les squats, etc.) ou quand la population étudiée est extrêmement mobile ? Comment aussi faire face à des conditions matérielles d'enquête peu favorables à la passation (absence de confort, d'intimité...) ?

Le thème classique de la complémentarité des méthodes pourra aussi être abordé : quels résultats distincts apportent le qualitatif et le quantitatif ? Les méthodes ethnographiques doivent-elles être considérées comme une condition préalable sine qua non à la réalisation d'une enquête par questionnaires auprès de populations en situation de vulnérabilité résidentielle ? La question du financement pourra également être explorée. Quels problèmes la dépendance à un organisme financeur peut-elle poser ?

IV. La restitution

Une fois la recherche terminée, se pose la question de la restitution des résultats. Quand on s'y est engagé, comment rendre compte de ses observations aux personnes enquêtées ? L'analyse scientifique peut en effet revêtir une certaine violence pour les personnes concernées qui sont mises face à leur propre domination, à l'injustice de leurs conditions de vie, etc. Par ailleurs, quelle attitude adopter face aux institutions, aux associations et aux médias qui sollicitent une prise de parole ? Faut-il « tout dire » et quelles précautions prendre ? Par exemple, certains chiffres peuvent être extrêmement polémiques ou mal compris quand ils sont sortis de leur contexte. Quels sont les enjeux scientifiques et éthiques du chiffrage fourni par la recherche ?

Deux aspects – la comparaison Nord/Sud et les questions déontologiques – sont communs à l'ensemble de ces questionnements, et pourront donc être abordés dans tous les ateliers.

Intervenants ?
Bibliographie à compléter

8 ème séance
Les mots de la vulnérabilité
Mai 2014 à Marseille

Françoise Dureau et Yankel Fijalkow

Objectifs

Analyse des usages des mots de la vulnérabilité :

taudis, bouge, habitat insalubre, logement indigne, logement informel, bidonville, habitat irrégulier, habitat spontané, habitat précaire, habitat défectueux, habitat indigne, habitat non réglementaire, quartier sous-intégré, quartier illégal,...

→ usage de ces mots, en France et dans les pays du Sud, par : chercheurs de différentes disciplines, politiques (catégories administratives et statistiques), institutions internationales et ONG

Approche sur le temps long : depuis les années 1970 jusqu'à maintenant

Approche de traduction entre les domaines académiques, politiques et opérationnels. Circulation des expressions du Nord au Sud et d'un domaine d'activité à un autre. Y a-t-il des sens différents par déplacement de thème ou de lieux? Est-ce que cela a des conséquences en termes de méthodologie (voir exemple des *favelas* du père Lebreton étudié par Lucia Valladares) ?

Mode de fonctionnement

1 journée entière en juin 2013

Interventions longues (pour chaque intervention : 40 mn exposé + 20 mn débat) + 1 heure de débat final → maxi 5 interventions sur la journée, avec envoi des textes (ou PPT commentés) une dizaine de jours avant l'atelier

Proposition d'intervenants

Objectif : réunir des chercheurs travaillant sur des terrains variés (France, Europe du Sud et pays du Sud) et d'origine disciplinaire diversifiée, intéressée par une interrogation sur les usages des mots de la vulnérabilité dans les champs scientifiques dont ils sont spécialistes.

France

YF et ?

Europe du sud

Portugal ou Espagne (*cf.* circulation des corpus scientifiques et des modes d'intervention entre Europe et Amérique latine)

Jesus Leal (Université Complutense Madrid)

Isabelle Guerra (sociologue, ICSTE *Instituto Superior de Ciências do trabalho e Empresa*, Lisbonne)

Jorge Malheiros (géographe, CEG *Centro de Estudos Geográficos*, Université de Lisbonne)

Pays du Sud

Bénédicte Florin (géographe, Université de Tours ; Monde arabe)

Agnès Deboulet (sociologue, Université Paris 8, Monde arabe)

Sylvy Jaglin (géographe, Afrique)

Serge Allou (ex directeur du GRET ; ONG)
Henri Coing (sociologue, Amérique latine)
Lucia Valladares (sociologue, Université Lille 1 ; Amérique latine)
Helena Mena Barreto (urbaniste, Associée Université São Paulo, Amérique latine)
Catherine Paquette (géographe, IRD, Amérique latine)
Alain Durand-Lasserre (géographe, CNRS, Asie ; organismes internationaux)
Fanny Gerbeaud (architecte Université Bordeaux 2 ; Asie, thèse sur habitat spontané Bangkok)

Bibliographie (en cours ...)

Privilégier textes de synthèses sur le sujet.

Rechercher textes : Banque Mondiale, UNCHS (*United Nation Centre for Urban Settlements*), Union européenne, ONG (Enda, Gret, ...), GDR Interurba CNRS-IRD (synthèses publiées dans les années 1980-1990, col. *Pratiques urbaines*), PIR-Villes (années 1990), Françoise Navez-Bouchanine, etc.

Bertrand M. (éd.), 2002. *Dynamiques résidentielles dans les villes du Sud*, Autrepart, n°25, Paris, 125 p.

Depaule J.C., Topalov C., 2000. *Un trésor des mots de la ville. Dictionnaire historique plurilingue.*

Dorier-Aprill E., 2001. *Vocabulaire de la ville. Notions et références.* Paris, éditions du temps, 191 p. (voir pp. 69-76 « Formes d'habitat et quartiers populaires » : taudis, habitat insalubre, slum, bidonville, favela, périphéries spontanées, quartiers sous-intégrés, quartiers informels... etc.))

Fijalkow Y., 2006. Taudis, habitat insalubre, logement indigne : évolution et enjeux de stratégies de désignation. 19ème-20ème siècle, in Depaule J.C. et Topalov Ch., *Les mots de la stigmatisation*, Most Unesco MSH.

Gerbeaud F., 2012. *L'habitat spontané : une architecture adaptée pour le développement des métropoles ? Le cas de Bangkok (Thaïlande)*, Thèse de doctorat, Université de Bordeaux 2.

Rocheffort M. (dir.), 1988. Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers Monde, revue Tiers-Monde, tome XXIX, n°116, pp. 1041-1278.

Topalov C., Coudroy de Lille L., Depaule J.C., Marin B. (dir.) , 2010. *L'aventures des mots de la ville*, Paris, Laffont, 1490 p.

Valladares L., 2006, *La favela d'un siècle à l'autre.* Editions de la MSH, coll. Horizons américains, Paris, 229 p.